

Quatrième Assemblée plénière
Brasilia, Brésil, 19 au 21 mai 2005

Recommandations du Groupe de travail n° 2: Zone de libre échange des Amériques (ZLEA)

Approuvées par l'Assemblée plénière le 21 mai 2005.

Le processus de la ZLÉA

Après débat, nous manifestons la crainte sérieuse que la ZLEA telle qu'on la négocie actuellement, sans apport suffisant des parlementaires, puisse nuire à la souveraineté, ne parvienne pas à résoudre les problèmes sociaux, profite seulement aux grandes entreprises et nuise au secteur agricole.

Nous reconnaissons d'autres démarches commerciales en cours, comme l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), la Caricom, la Communauté andine des Nations (CAN), la Communauté sud-américaine des Nations et le Mercosur.

Nous ne nous opposons pas aux accords de libre-échange en général, mais sommes intéressés par un développement et des accords qui profitent aux peuples.

À partir des énoncés précédents, nous demandons aux gouvernements de prendre des mesures radicales pour éradiquer la pauvreté et nous offrons les observations et recommandations suivantes :

Quatrième Sommet des Amériques, Mar del Plata (Argentine), novembre 2005

APPUYANT l'objet proposé du Quatrième Sommet des Amériques, soit le renforcement de la gouvernance démocratique pour combattre l'inégalité, la faim et la pauvreté en créant et en favorisant l'emploi;

RECONNAISSANT l'importance de faire face aux problèmes et aux défis que posent l'inégalité et de la pauvreté, y compris la pauvreté extrême;

RECONNAISSANT que la croissance économique est une condition indispensable, mais insuffisante, pour réduire le chômage élevé, l'irrégularité et le manque de sécurité d'emploi qui afflige nos sociétés;

NOTANT que le commerce, affranchi des barrières, subventions et pratiques injustes, combiné à des flux d'investissements stables, peut contribuer à la prospérité;

RECONNAISSANT que la capacité des gouvernements à répondre aux demandes légitimes de création d'emploi de la population est limitée par les mesures protectionnistes qui restreignent le commerce, en particulier en agriculture;

CONSIDÉRANT que pour qu'un accord commercial profite à toute la société, il doit être accompagné d'un ensemble de politiques, y compris des politiques du travail et sociales, qui favorisent le développement;

PRÉOCCUPÉS par la difficulté de négocier des accords commerciaux entre pays très différents en ce qui concerne leur pouvoir économique et politique;

RECONNAISSANT le potentiel de l'accès à l'Internet pour améliorer la situation économique des citoyens des Amériques;

Pour ce qui est de certains sujets sensibles couverts par le groupe de travail:

Agriculture

RECONNAISSANT l'importance cruciale de l'agriculture dans la plupart des pays des Amériques et

RECONNAISSANT la vulnérabilité, la sensibilité et les difficultés structurelles particulières du secteur agricole des pays en développement,

PRÉOCCUPÉS par les effets négatifs potentiels des organismes génétiquement modifiés (OGM) sur la santé de l'homme, des animaux et de l'environnement;

RECONNAISSANT la pertinence pour les pays en développement de la Ronde de négociations de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) particulièrement dans les domaines de l'agriculture et de l'accès aux marchés;

Migration

RECONNAISSANT que la migration est un problème découlant du manque de possibilités dans le pays d'origine;

CONSCIENTS que nous vivons dans un monde de plus en plus interconnecté, dont la mobilité de la main-d'œuvre fait partie intégrante;

Le FIPA et les accords commerciaux

À la lumière de notre rôle dans la ratification et la mise en œuvre des accords commerciaux internationaux,

NOUS, PARLEMENTAIRES DES AMÉRIQUES :

1. **Recommandons** que nos gouvernements adaptent la ZLEA et tout autre accord commercial de façon à permettre aux pays de réaliser des politiques favorisant l'emploi de qualité, le développement économique et les programmes sociaux.
2. **Recommandons** l'application de politiques complémentaires aux accords commerciaux, afin d'améliorer la compétitivité et la productivité de nos pays, y compris dans des secteurs comme l'éducation, la science et la technologie, le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME), le recyclage de la main-d'œuvre et l'infrastructure.
3. **Recommandons** que les besoins de développement des pays soient considérés et deviennent partie intégrante des négociations de la ZLEA en agriculture, y compris les méthodes traditionnelles d'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural.

4. **Recommandons** l'élimination des subventions aux exportations agricoles et autres pratiques de distorsion du marché qui nuisent au commerce dans les Amériques.
5. **Recommandons** que des mesures sanitaires et phytosanitaires ne soient pas appliquées d'une façon qui constituerait une discrimination arbitraire et injustifiable entre les pays ou une restriction déguisée au commerce international.
6. **Recommandons** que nos pays s'entendent pour faire aux négociations en cours à l'OMC des propositions qui répondent aux conditions spéciales vécues par les pays en développement.
7. **Recommandons** que les politiques d'immigration respectent les droits de la personne des migrants et leur sécurité personnelle;
8. **Recommandons** que la ZLEA et les autres accords commerciaux envisagent des règles justes et équitables et tiennent compte de la mobilité accrue de la main-d'œuvre.
9. **Réitérons** notre appel au FIPA pour qu'elle continue d'encourager la collaboration entre parlementaires pour qu'ils échangent davantage l'information et l'expérience relatives à la négociation, à l'application et aux effets des accords commerciaux internationaux.
10. **Reconnaissons** l'existence d'autres négociations commerciales en cours dans les Amériques, comme l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), la Caricom, la Communauté andine des Nations (CAN), la Communauté sud-américaine des Nations et le Mercosur.

M. Don Boudria, député, Canada
Président du Groupe de travail sur la ZLEA

Sénateur James Kelleher, Canada
Président par intérim du Groupe de travail sur la ZLEA

M. Rosendo Pereira de Melo Neto
Rapporteur

* * * * *